



**Allemagne**  
Avril 2006

## L'accord de coalition allemand

Cette fiche a été rédigée conjointement par la Mission économique de Berlin et la Direction du Budget.

Elle présente l'accord de coalition du nouveau gouvernement allemand et l'actualisation 2005 du programme de stabilité allemand<sup>1</sup>, adoptés le 22 février 2006 en Conseil des Ministres allemands.

### L'accord de coalition

La stratégie de consolidation du gouvernement allemand repose sur plusieurs axes, les efforts de redressement budgétaire se concentrant principalement sur 2007.

#### Soutien à la croissance, mis en œuvre dès 2006 :

25 Mds€ pour le soutien à l'activité sont programmés sur 4 ans dans le budget du Bund (Etat central) qui se concentrent autour de cinq secteurs prioritaires :

- **les entreprises** ;
- **les secteurs porteurs d'avenir** (nanotechnologies, environnement, énergie, etc.) ;
- **les transports** ;
- **les ménages-employeurs** (augmentation des possibilités de déduction fiscale pour les services de proximité, l'entretien du foyer, l'éducation des enfants) ;
- **la famille** (allocation parentale destinée aux parents qui arrêtent de travailler après la naissance d'un enfant).

#### Soutien à l'emploi :

- **La période d'essai pour les nouvelles embauches sera relevée de 6 mois à 2 ans.**
- **Les cotisations sociales devraient baisser de 1,6 point début 2007** (baisse de 2 points des cotisations chômage, hausse de 0,4 point des cotisations retraite, stabilisation des cotisations maladie).

<sup>1</sup> Chaque année, dans le cadre de l'Union économique et monétaire, les Etats membres de la zone euro doivent transmettre à Bruxelles une actualisation de leur programme de stabilité qui présente la stratégie économique du gouvernement et des prévisions pour les principaux agrégats de finances publiques sur les trois années à venir.



### Mesures de redressement budgétaire :

- **augmentation de 3 points du taux normal de TVA** (de 16% à 19%) le 1<sup>er</sup> janvier 2007, parmi lesquels un point sera affecté au financement de la baisse des cotisations chômage ;
- **relèvement de l'impôt sur les assurances** ;
- **introduction d'une nouvelle tranche d'impôt pour les revenus élevés** qui seront taxés à 45% contre 42% ;
- **remise en cause d'une série d'avantages fiscaux** (par exemple, suppression de la prime d'accession à la propriété) ;
- **durcissement des critères d'attribution des indemnités chômage de longue durée** (réforme Hartz IV) ;
- **économies demandées à l'agence fédérale du travail** (8 Mds€ à compter de 2007) ;
- **réduction des dépenses de personnel (1 Md€)** ;
- **mesures d'économies sur les dépenses de médicaments.**

Ces différentes mesures sont en cours d'adoption par le Parlement, voire sont déjà adoptées (suppression de certains avantages fiscaux, mesures d'économie sur les dépenses de médicaments).

Pour les ménages, l'ensemble de ces mesures devrait se traduire par un prélèvement net : l'ampleur de la hausse de la TVA et de la suppression des avantages fiscaux ne serait en effet que partiellement compensée par la baisse des cotisations sociales et autres mesures ciblées. Pour les entreprises par contre, le programme de coalition devrait être globalement neutre : les effets opposés de la hausse de la TVA et de la baisse des cotisations sociales devraient se compenser.

De plus, une réforme d'ensemble de la fiscalité des entreprises est annoncée pour le 1<sup>er</sup> janvier 2008. Une éventuelle réforme de la taxe professionnelle, ainsi que la simplification de la taxe foncière, s'intégreraient dans ce cadre.

## Le programme de stabilité actualisé

**L'actualisation du programme de stabilité allemand a été adoptée en Conseil des ministres le 22 février** en même temps que le projet de loi de finances fédérale pour 2006 et le projet de « loi d'accompagnement budgétaire »<sup>2</sup>. Ces trois documents sont cohérents entre eux.

### Des hypothèses macroéconomiques prudentes :

Le programme de stabilité repose sur une hypothèse de croissance de **1,4% en 2006** (inférieure à l'ensemble des prévisions des instituts de conjoncture) et **1,0% en 2007, l'effet négatif de la hausse de TVA au 1<sup>er</sup> janvier se faisant fortement sentir sur l'activité.** Un choc à hauteur de 0,4 point de croissance est dans la fourchette des estimations généralement retenues.

<sup>2</sup> Cette loi comprend principalement le relèvement de 3 points du taux normal de la TVA et de l'impôt sur les assurances au 1<sup>er</sup> janvier 2007, ainsi que l'abaissement de 2 points des cotisations chômeurs à la même date.



Croissance réelle du PIB (en %)	2005	2006	2007	2008/09
<b>Gouvernement</b>	<b>0,9</b>	<b>1,4</b>	<b>1</b>	<b>1 ½</b>
OCDE (1)	1,1	1,8	1,7	-
Commission (2)	0,8	1,2	1,6	-

**Tableau** : prévisions de croissance pour l'Allemagne

(1) Prévisions économiques de l'OCDE – novembre 2005

(2) Prévisions d'automne de la Commission européenne – novembre 2005. Les chiffres de février 2006 indiquent 1,5% de croissance en 2006.

Par ailleurs aucune amélioration significative n'est attendue sur le marché du travail avant 2007. Les projections reposent sur l'hypothèse d'un statu quo sur le prix du baril, le change euro-dollar et les taux d'intérêts.

### Un objectif de consolidation budgétaire ambitieux :

	2004	2005	2006	2007	2008	2009
<b>Solde public</b>	- 3,7	-3,3	-3,3	-2 ½	-2	-1 ½

**Tableau** : trajectoire de consolidation budgétaire présentée dans l'actualisation du programme de stabilité allemand

Cette trajectoire est conforme à la stratégie en deux temps retenue par le gouvernement allemand, avec un soutien à l'activité et l'absence de réduction du déficit structurel en 2006, suivi de la concentration de l'effort de consolidation sur l'année 2007. En effet, le programme prévoit un ajustement structurel presque nul en 2006, de 1 point de PIB en 2007 et ½ point de PIB par an au-delà : la coalition a prévu d'importantes mesures de consolidation budgétaire pour passer sous les 3% en 2007, après 3,3% de PIB en 2005 et 2006.

**L'ajustement repose sur une diminution des dépenses accompagnée d'une diminution des recettes** (augmentation des recettes fiscales et diminution des cotisations sociales).

<i>En % du PIB</i>	2005	2006	2007	2008	2009
<b>Recettes totales</b>	<b>43,4</b>	<b>43</b>	<b>43</b>	<b>42 ½</b>	<b>42</b>
Dont recettes fiscales	21,9	22	22 ½	22 ½	22 ½
Cotisations sociales	17,7	17 ½	16 ½	16 ½	16
<b>Dépenses totales</b>	<b>46,7</b>	<b>46</b>	<b>45</b>	<b>44</b>	<b>43 ½</b>
Dont consommation publique	18,6	18 ½	18	18	17 ½
Dont investissement public	1,3	1 ½	1 ½	1 ½	1 ½

**Tableau** : trajectoire de recettes et dépenses publiques du programme de stabilité allemand